



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

31 Mai 2010

31 ماي 2010



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

CCDH

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان

Le gouvernement appelé à poursuivre ses efforts pour le règlement des dossiers d'intégration sociale

Le président du Conseil consultatif des Droits de l'homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni, a appelé, samedi à Rabat, le gouvernement à poursuivre ses efforts pour le règlement des dossiers des droits de l'Homme notamment ceux relatifs à l'intégration sociale et à la réparation communautaire.



Intervenant lors de la clôture de la cérémonie du vingtième anniversaire de la création du CCDH, M. Herzenni a également salué l'action du gouvernement pour la dynamisation de plusieurs réformes dont le conseil est partie prenante, notamment le chantier de la réforme de la justice, le plan d'action national en matière de démocratie et les droits de l'Homme et la Plate Forme Citoyenne pour la Promotion de la Culture des Droits de l'Homme.

M. Herzenni a de même salué l'action des ONGs, appelant à davantage d'efforts pour être en phase avec les réformes et mutations positives que connaît le Royaume dans tous les domaines, en collaboration avec le CCDH en vue de promouvoir la culture des droits de l'Homme.

Le CCDH a édité, à l'occasion de son 20-ème anniversaire, une nouvelle publication comprenant une série de documents qui jettent la lumière sur les étapes saillantes qui ont marqué le parcours du Conseil.

Intitulée "vingt ans au service des droits de l'Homme", cette publication comprend notamment des discours et lettres Royaux, recommandations, avis consultatifs, textes de lois et textes réglementaires, mémorandums et textes de référence.

Ces documents témoignent du parcours d'une institution nationale indépendante et pluraliste ayant joué un rôle central dans le raffermissement du processus de réconciliation, de promotion et de protection des droits de l'Homme au Maroc.

Le gouvernement appelé à poursuivre ses efforts pour le règlement des dossiers d'intégration sociale (Herzenni)

Rabat- Le président du Conseil consultatif des Droits de l'homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni, a appelé, samedi à Rabat, le gouvernement à poursuivre ses efforts pour le règlement des dossiers des droits de l'Homme notamment ceux relatifs à l'intégration sociale et à la réparation communautaire.

Source de l'actualité **MAP**



في الذكرى العشرين لإحداث المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان

الدعوة إلى مواصلة الجهود في تسوية ملفات الإدماج الاجتماعي وبرامج جبر الضرر الجماعي



أحمد حرزني

● دعا السيد أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، يوم السبت بالرباط، الحكومة إلى مواصلة جهودها في مجال تسوية العديد من ملفات حقوق الإنسان خاصة تلك المتعلقة بالإدماج الاجتماعي وبرامج جبر الضرر الجماعي.

وأوضح السيد أحمد حرزني، خلال كلمته

الختامية بمناسبة تخليد المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان الذكرى العشرين لإحداثه، أنه يتعين القيام بمجهود إضافي في مجال تسوية الملفات المتعلقة بالإدماج الاجتماعي لعدد من ضحايا ماضي سنوات الرصاص، ومواصلة دعم برامج جبر الضرر الجماعي.

وأشاد بدور الحكومة في إنجاح عدد من الإصلاحات التي ساهم فيها المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أو كلف بإعدادها، ومنها على الخصوص «ورش إصلاح القضاء وتقوية استقلاله وترشيد الحكامة الأمنية، وخطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان والأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان».

كما ثمن دور جمعيات المجتمع المدني في النهوض بثقافة حقوق الإنسان، داعيا إياها في نفس الوقت إلى بذل «مجهود أكبر للتكيف مع التحولات التي تشهدها البلاد»، وولوج جميع الحقول بتكامل بين مختلف الروافد ويتعاون مع المجلس، بغية تحقيق تكامل أوثق خدمة للمصلحة العليا للبلاد ونهوضا بثقافة حقوق الإنسان.

وجدد التأكيد على انخراط المغرب في درب حقوق الإنسان، إيمانا منه بذلك وبتطلع الشعب المغربي للديمقراطية ولحقوق الإنسان. ويشار إلى أن المجلس أصدر بالمناسبة منشورا بعنوان «عشرون سنة في خدمة حقوق الإنسان»، يتوقف عند أهم المحطات التي طبعت عمله، منذ إحداثه سنة 1990، عبر تقديم جملة من الوثائق تشهد على مسار هذه المؤسسة الوطنية المستقلة والدور المحوري الذل لعبته من أجل تعزيز المصالحة والنهوض بحقوق الإنسان وحمايتها بالمغرب.

كما تم أيضا خلال هذا الاحتفال بتأسيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان تنظيم معرض لمنشورات المجلس، إضافة إلى استقبال المعرض المتنقل حول الطابع البريدية وحقوق الإنسان المنظم بشراكة مع بريد المغرب والذي انطلق من مدينة ميدلت.

DROITS DE L'HOMME

Des acquis à consolider

20 ans après sa création, le CCDH plus que jamais indispensable.

ABDELWAHED RMICHE

Le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH) vient de souffler sa 20^e bougie. Il a tenu à fêter l'événement comme il se doit. Lors de la journée de commémoration organisée samedi dernier à cette occasion, Ahmed Herzenni, le président du CCDH a rappelé les grandes étapes qui ont jalonné le parcours de cette institution. Il a ainsi mis l'accent sur les réalisations qu'elle a engrangées en matière de consolidation de la démocratie et des libertés, mais il a insisté également sur la nécessité de poursuivre les efforts afin de «consolider et d'immuniser les acquis».

La création du CCDH le 8 mai 1990 avait en effet insufflé une dynamique sans précédent au processus de réformes engagé au Maroc à l'époque, particulièrement en matière d'édification de l'Etat de droit. « La première décennie de la vie du Conseil lui aura permis de se positionner en tant qu'acteur majeur dans le paysage institutionnel marocain à travers son engagement dans les grands chantiers de réformes, tandis que la seconde décennie aura été marquée par le renforcement de son indépendance, la consolidation de son pluralisme et l'élargissement de ses prérogatives ainsi que par son engagement dans les grandes réformes visant la promotion des droits de l'Homme et de la

démocratie» a affirmé M.Herzenni, devant un parterre d'invités composé de ministres, de militants des droits de l'Homme, d'acteurs associatifs et de responsables gouvernementaux.

Depuis sa création jusqu'en 2001, le CCDH a accompagné et appuyé les réformes menées et les initiatives visant à «instaurer un climat de confiance» entre l'Etat et les différents protagonistes. C'est ainsi qu'il a formulé des recommandations, présenté des propositions et des avis qui ont contribué, selon M.Herzenni à l'adaptation du système pénal, « un chantier qui est en train d'être parachevé en parfaite concordance avec les recommandations de l'Instance équité et réconciliation ». Selon le même responsable, cette première phase a été marquée également par la mise en place des toutes premières mesures visant à apurer le passif relatif aux violations graves des droits de l'Homme. La création d'une Instance indépendante d'arbitrage en vue d'indemniser les victimes de ces violations participait de cette volonté.

Mais, le CCDH a pris son véritable essor en 2001, date à laquelle Sa Majesté le Roi Mohammed VI a décidé de réorganiser le Conseil et de réviser les dahirs l'instituant. Le but ayant été de renforcer et d'élargir ses prérogatives et de garantir le pluralisme et l'indépendance de ses membres, conformément aux principes de Paris. Cette restructuration a permis au conseil de mieux s'acquitter de ses missions en contribuant plus activement au chantier du renfor-

LES CLÉS

Restructuration

- Le CCDH a pris son véritable essor en 2001, date à laquelle S.M. le Roi Mohammed VI a décidé de réorganiser le Conseil et de réviser les dahirs l'instituant.

- Le but ayant été de renforcer et d'élargir ses prérogatives et de garantir le pluralisme et l'indépendance de ses membres, conformément aux principes de Paris.

- Cette restructuration a permis au conseil de mieux s'acquitter de ses missions en contribuant plus activement au chantier du renforcement des droits humains.

- Il a ainsi pu parachever, selon M.Herzenni, le règlement du dossier des violations du passé en mettant à contribution le mécanisme de la justice transitionnelle.

- L'Instance Equité et Réconciliation a été créée dans la foulée, permettant ainsi de lancer une nouvelle dynamique rendant possible la réconciliation du Maroc avec son passé.

cement des droits humains. Il a ainsi pu parachever, selon M.Herzenni, le règlement du dossier des violations du passé en mettant à contribution le mécanisme de la justice transitionnelle. L'Instance Equité et Réconciliation a été créée dans la foulée, permettant ainsi de lancer une nouvelle dynamique rendant possible



Le CCDH, un acteur majeur dans le paysage institutionnel marocain.

la réconciliation du Maroc avec son passé. Fort de ces acquis, le Conseil s'est attelé à consolider la culture des droits de l'Homme. Deux projets structurants ont été menés dans ce sens : d'une part, la plate forme citoyenne de promotion de la culture des droits de l'Homme et la mise en place du comité chargé de superviser son action. Et d'autre part, le plan d'action national en matière de démocratie et des droits de l'Homme. Mais le conseil qui a toujours été aux premières loges du combat pour le renforcement des droits civils et politiques – compte tenu du contexte national à l'époque -, s'intéresse de plus en plus, à la promotion des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Une réorientation qui s'explique par la conjoncture actuelle et par le développement et la maturité de la société marocaine.

Acteur incontournable de

l'édification de l'Etat de droit, le CCDH a contribué pendant 20 ans à la promotion des droits de l'Homme au Maroc. Mais les chantiers qui l'attendent sont autrement plus ardues. La justice et la liberté de la presse sont deux dossiers

qui l'interpellent au premier chef. Sans oublier la mise à niveau des législations marocaines (en matière des droits de l'Homme) qui doivent se mettre au niveau de celles de l'Union Européenne. Statut avancé oblige ! ■

Statut avancé

Le CCDH est appelé à jouer un rôle de premier ordre dans le rapprochement des normes marocaines et européennes en matière des droits de l'Homme. Rappelons que le Maroc doit se doter d'une législation qui converge avec l'acquis communautaire, afin de pouvoir jouir pleinement de tous les avantages que confère le statut avancé. Selon Mme Camélia Suica, présidente adjointe à la délégation de l'UE, le nouveau plan d'action UE-Maroc, qui sera établi cette année, vise à renfor-

cer l'appui de l'Union « en vue de l'examen systématique de l'écart entre normes et pratiques relatif au respect des droits de l'Homme au Maroc et ceux de l'Europe tels que repris dans les textes fondamentaux et dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme». «Le CCDH aura un rôle capital à jouer dans ce processus (...) et saura sans doute aborder avec courage et professionnalisme des thèmes essentiels tels que la réforme de la justice.»

في كلمته بمناسبة الذكرى العشرين لتأسيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان

حرزني يدعو الحكومة إلى تحمل مسؤولياتها في مجال حقوق الإنسان

الرباط: مصطفى مومسيك

دعا أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان حكومة عباس الفاسي إلى القيام بدورها في مجال حقوق الإنسان «وعدم التخلي عنه بدعوى وجود المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان». وحمل حرزني الحكومة مسؤولية عدم تفعيل العديد من المحطات في مجال حقوق الإنسان، وقال إن الحكومة الحالية وتلك المتعاقبة منذ 1990 لم تقم بدورها كاملا في مجال حقوق الإنسان، مستشهدا بتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة التي لم يتم تفعيلها حتى اليوم.

وأبرز حرزني في كلمة مرتجلة في اختتام أشغال حفل تخليد الذكرى العشرين لتأسيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أول أمس السبت بمقر المجلس بالرباط، تحت شعار «20 سنة في خدمة حقوق الإنسان 1990-2010»، أن عملية تسوية عدد من الملفات من خلال الإدماج الاجتماعي، لضحايا القمع وكذا تنفيذ برامج الجبر الجماعية، تسير بشكل «نموذجي» مستدركا أن كل هذه الجهود تحتاج إلى «تطعيم ودعم من الحكومة»، معترفا باستمرار وجود حالات اختطاف لم يتم حلها حتى الآن.

وشدد حرزني على محدودية صلاحيات وإمكانات المجلس رغم المجهودات الجبارة والكثيرة التي قام بها منذ تأسيسه وأخرها انخراطه في ورش إصلاح القضاء وترشيد الحكامة الأمنية، مشيرا إلى أن مسؤولية الحكومة في هذا الورش أكبر من مسؤولية المجلس، وداعيا الحكومة إلى ضرورة تبني الخطة الوطنية حول الديمقراطية وحقوق الإنسان وكذا الأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان، والتي أشرف عليهما كل من المجلس ووزارة العدل، وتقديمها إلى البرلمان كي يصبح جزءا من البرنامج الحكومي.

بعد ذلك، عاتب حرزني بعض جمعيات المجتمع المدني العاملة في مجال حقوق الإنسان، ودعاها إلى «سلام الشرفاء»، الذي ينبني على التفاهم والتعاون، مؤكدا أن باب الأمل دائما مفتوح ومجالات التعاون غير محدودة، ومطالبها الجسم الحقوقي.

التتمة بالصحة 12

في كلمته بمناسبة الذكرى العشرين لتأسيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان

حرزني يدعو الحكومة إلى تحمل مسؤولياتها في مجال حقوق الإنسان



الرباط: مصطفى مومسيك عدسة باحسين

دعا أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان حكومة عباس الفاسي إلى القيام بدورها في مجال حقوق الإنسان «وعدم التخلي عنه بدعوى وجود المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان». وحمل حرزني الحكومة مسؤولية عدم تفعيل العديد من المحطات في مجال حقوق الإنسان، وقال إن الحكومة الحالية وتلك المتعاقبة منذ 1990 لم تقم بدورها كاملا في مجال حقوق الإنسان، مستشهدا بتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة التي لم يتم تفعيلها حتى اليوم.

وأبرز حرزني في كلمة مرتجلة في اختتام أشغال حفل تخليد الذكرى العشرين لتأسيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أول أمس السبت بمقر المجلس بالرباط، تحت شعار «20 سنة في خدمة حقوق الإنسان -1990-2010»، أن عملية تسوية عدد من الملفات من خلال الإدماج الاجتماعي لضحايا القمع وكذا تنفيذ برامج الجبر الجماعية، تسير بشكل «نموذجي» مستدركا أن كل هذه الجهود تحتاج إلى «تطعيم ودعم من الحكومة»، معتقفا باستمرار وجود حالات اختطاف لم يتم حلها حتى الآن.

وشدد حرزني على محدودية صلاحيات وإمكانيات المجلس رغم المجهودات الجبارة والكثيرة التي قام بها منذ تأسيسه وأخرها انخراطه في ورش إصلاح القضاء وترشيدها الحكامة الأمنية، مشيرا إلى أن مسؤولية الحكومة في هذا الورش أكبر من مسؤولية المجلس، وداعيا الحكومة إلى ضرورة تبني الخطة الوطنية حول الديمقراطية وحقوق الإنسان وكذا الأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان، والتي أشرف عليهما كل من المجلس ووزارة العدل، وتقديمها إلى البرلمان كي يصبح جزءا من البرنامج الحكومي.

بعد ذلك، عاتب حرزني بعض جمعيات المجتمع المدني العاملة في مجال حقوق الإنسان، ودعاها إلى «سلام الشرفاء»، الذي يبنّي على التفاهم والتعاون، مؤكدا أن باب الأمل دائما مفتوح ومجالات التعاون غير محدودة،

ومطالبها الجسم الحقوقي إلى بذل مزيد من الجهود والتكيف مع ما تعيشه بلادنا من تحولات، لتجاوز مشاكل الماضي وبلوغ السرعة القصوى خدمة لتقديم حقوق الإنسان ببلادنا.

وبخصوص علاقة المجلس بالجمعيات الأجنبية العاملة في مجال حقوق الإنسان بالمغرب، أوضح حرزني أن هذه الجمعيات لديها «سوء فهم وتفاهم»، معبرا عن رفضه المطلق لتعامل هذه الجمعيات مع المجلس وأعضائه بأنهم غرباء عن مجال حقوق الإنسان وتحكمهم مصالح ذاتية، مشيرا إلى أن مبادئ حقوق الإنسان ركز عليها الدين الإسلامي منذ 14 قرنا وأن أعضاء المجلس لن يقبلوا أن يعاملوا معاملة «الأندال سواء داخل المغرب أو خارجه، على حد تعبيره. كما حذر من مغبة محاسبة المجلس على أساس النتائج، موضحا أن هذه الأخيرة غير مضمونة التحقق دائما وأن المحاسبة يجب أن تتم على

أساس المجهودات المبذولة.

وقد شكل هذا اللقاء، الذي تميز بحضور مولاي الطيب الشراوي وزير الداخلية، ومحمد ليبيدي الكاتب العام لوزارة العدل والشيخ بيد الله رئيس مجلس المستشارين محمد أوزين كاتب الدولة في الخارجية، فرصة لتقييم إنجازات المجلس والوقوف على جوانب القوة وجوانب الضعف في تجربته بهدف العمل على دعم الدور الحماي والوقائي للمجلس وكذا رصد الخروقات والتحرير بشأنها وتوثيقها ومساعدة ضحايا الانتهاكات، إضافة إلى الرفع من قدرات المجتمع المدني والنهوض بثقافة حقوق الإنسان.

وشكلت هذه المناسبة أيضا فرصة لحفظ الذاكرة المؤسسية للمجلس منذ تأسيسه وعبر أشغاله التي ساهم فيها أعضاء المجلس وأعضاء هيئة التحكيم المستقلة وأعضاء هيئة الإنصاف والمصالحة، كما شكل مناسبة للاعتراف بجميل جميع الذين أسدوا خدمات

القسري والاعتقال التعسفي والاعتقال الاضطراري. وبدأت المرحلة الثانية مع قرار صاحب الجلالة الملك محمد السادس المعلن عنه في خطاب العرش 2001، والقاضي بإعادة النظر في الظهير المؤسس للمجلس وإعادة تنظيم هذه المؤسسة بتاريخ 10 أبريل 2001، حيث تمت تقوية اختصاصاتها وتوسيعها وتأمين تعددية تركيبها ودعم استقلاليتها، وذلك في توافق كبير مع مبادئ باريس الناظمة للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، مما مكن المجلس من القيام بدور حيوي في الاختيار الوطني المتعلق بتكريس احترام حقوق الإنسان وتعزيز النهوض بها، ويتجلى أساسا في تسوية ملف ماضي الانتهاكات الأساسية، وإطلاق ديناميات حقوقية جديدة ومسارات للإصلاحات، وإنجاز تقارير سنوية حول حقوق الإنسان وتقارير موضوعاتية تتعلق بالسجون والهجرة غير القانونية والانتخابات التشريعية لسنة 2007، وإنجاز دراسات تقديم اقتراحات حول ملاءمة القوانين والتشريعات الوطنية مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان، وخاصة فيما يتعلق بالمنظومة الجنائية.

هذا إضافة إلى مشروعين مهيكليين هما، الأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان، والخطة الوطنية حول الديمقراطية وحقوق الإنسان، كما قام المجلس خلال هذه المرحلة الثانية بإطلاق برنامج جبر الضرر الجماعي في المناطق المشمولة بهذا البرنامج وتطوير شراكات فعلية مع شركاء من القطاعات الحكومية والمؤسسات العمومية والمجتمع المدني والجامعات.

ونشير إلى أن هذا اللقاء تميز بالعديد من المداخلات لكل من وزير العدل ألقاها نيابة عنه الكاتب العام للوزارة محمد ليبيدي، ومولاي امحمد العراقي والي ديوان المظالم، وأحمد السراج الأندلسي رئيس هيئة التحكيم المستقلة لتعويض ضحايا الاختفاء القسري والاعتقال التعسفي سابقا، وإبراهيم بوطالب عضو سابق لهيئة الإنصاف والمصالحة، وأمينة بوعياش رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، وحليمة امبارك الوردازي عضو المجلس ومصطفى الريسوني عضو المجلس، وكاميليا

سويكا رئيسة مساعدة لمندوبية الاتحاد

الأوروبي و جوهان فان دير خاؤون ممثل مكتب المفوضية السامية للاجئين بالمغرب، باسم منظمات الأمم المتحدة المعتمدة بالمغرب، وكاتارين روز ممثلة لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان بجنيف، باسم رئيسة لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان.

وللتذكير، فقد أصدر المجلس بهذه المناسبة منشورا يضم العديد من الوثائق تسلط الضوء على أهم المراحل التي ميزت مساره على امتداد عقدين من الزمن، ويحتوي هذا الإصدار على الخطاب والرسائل الملكية السامية المتصلة بمسار المجلس والنصوص القانونية المتعلقة بإحداثه وإعادة تنظيميه والمذكرات المرفوعة إلى جلالة الملك عقب دورات المجلس الـ 35.



للمجلس منذ تأسيسه سواء الذين وافقهم المنية أو مازالوا على قيد الحياة.

وتنقسم العشرين سنة للمجلس إلى مرحلتين، الأولى منذ التأسيس إلى غاية تنظيمه بتاريخ 10 أبريل 2001، حيث عمل على دعم مسار الإصلاحات والمبادرات لتوفير الثقة في دولة المؤسسات وتجاوز سلبيات الماضي وتقديم اقتراحات وأراء استشارية في عمليات ملاءمة المنظومة الجنائية التي يتم حاليا استكمالها بمراعاتها تامة لتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة ذات الصلة، والشروع في اتخاذ التدابير الأولى للمؤسسة لتصفية ملف ماضي الانتهاكات الجسيمة التي عرفتها بلادنا في الماضي، واعتماد قانون جديد للسجون متلائم مع المعايير الدولية الدنيا لمعاملة السجناء، وإحداث هيئة التحكيم المستقلة للتعويض المترتب عن الضررين المادي والمعنوي للضحايا وأصحاب الحقوق ممن تعرضوا للاختفاء

Mohamed Naciri

Le CCDH partenaire du ministère

Le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) est un partenaire du ministère de la Justice en matière de réformes et de réalisation de grands projets dans le domaine des droits de l'Homme, a affirmé, samedi à Rabat, le ministre de la justice, Mohamed Naciri.

Dans une allocution lue en son nom à l'occasion du 20-ème anniversaire du CCDH, le ministre a souligné que ce partenariat s'est consolidée depuis la participation du Conseil et sa contribution à l'enrichissement du système et de la pratique juridique, notamment son initiative concernant les premières amendements de la procédure pénale.

Le partenariat a porté aussi sur la formation d'un groupe chargé de la situation des prisonniers qui a visité les différents établissements pénitentiaires nationaux, en vue d'améliorer la condition de détention des prisonniers, préserver leur dignité, et mettre à la disposition des de ces établissements les ressources humaines et financières nécessaires, a-t-il ajouté.

M. Naciri a, par ailleurs, relevé la participation du CCDH aux différents colloques et rencontres scientifiques, ainsi que sa contribution à l'amendement de différents textes notamment la procédure pénale, le droit pénal, la loi sur les prisons, la loi sur les mineurs et le Code de la famille. Le Conseil a contribué également à la politique pénale et présenté son avis en ce qui concerne la réforme de la justice, a-t-il ajouté.

Le ministre s'est également félicité des «nombreuses» réalisations du CCDH, saluant l'expérience marocaine en matière de justice transitionnelle et les recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER).

Le Conseil a été et restera un forum œuvrant pour le renforcement de l'Etat de droit et la consolidation des institutions et la protection des droits humains et des libertés conformément aux lois en vigueur au niveau international, a-t-il estimé.

Le CCDH a édité, à l'occasion de son 20-ème anniversaire, une nouvelle publication comprenant une série de documents qui jettent la lumière sur les étapes saillantes qui ont marqué le parcours du Conseil.

Intitulée «vingt ans au service des droits de l'Homme», cette publication comprend notamment des discours et lettres Royaux, recommandations, avis consultatifs, textes de lois et textes réglementaires, mémorandums et textes de référence.

Ces documents témoignent du parcours d'une institution nationale indépendante et pluraliste ayant joué un rôle central dans le raffermissement du processus de réconciliation, de promotion et de protection des droits de l'Homme au Maroc.

Le CCDH a organisé, à cette occasion, une exposition de ses publications et abrité l'exposition itinérante des timbres postaux et des droits humains qui a été lancée à Midelt en partenariat avec Barid Al Maghrib.

في الذكرى العشرين لتأسيسه

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان يؤكد على ضرورة تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة والكشف عن الحقيقة

فن العفاني

أكد رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أحمد حرزني، أن الحكومة بالرغم من العمل الذي قامت به على مستوى تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة إلا أنها لازالت مطالبة بالقيام بمجهود إضافي فيما يسمى بمحور الاختفاء القسري التي لازالت بعض الملفات لم تكشف بشأنها الحقيقة كاملة، مبرزا أن العدالة الانتقالية لها حدود فيما يتعلق بإجراء التحريات في هذا المجال. وقال حرزني في كلمة القاها في ختام اللقاء الاحتفائي الذي نظمه المجلس صباح يوم السبت الماضي تخليدا للذكرى العشرين لتأسيسه، «إن الحكومة ومؤسسات الدولة يجب أن لا تتخلى عن مسؤوليتها بخصوص هذا الملف تدعوى وجود المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان»، مضيفا أن المجلس لديه اختصاصات واسعة لكن «لسنا الفاعلين الوحيديين المسؤولين عن مصير حقوق الإنسان، على اعتبار أن المجلس فاعل من بين فاعلين آخرين».

وأبرز أن مسؤولية الجهاز التنفيذي يجب أن تمتد إلى القيام بمجهود على مستوى تنفيذ عدد من الإصلاحات كإصلاح القضاء واستقلاليتيه، وترشيد الحكامة

الأمنية، وتسوية عدد من الملفات المتعلقة بالإدماج الاجتماعي لضحايا القمع السياسي، ودعم برامج جبر الأضرار الجماعية التي بالرغم من أنها تسير بشكل نمونجي إلا أنها لازالت تحتاج إلى التطعيم والدعم، هذا بالإضافة إلى تبني كامل للخطة الوطنية حول الديمقراطية وحقوق الإنسان K والتي توجد حاليا في مراحل الإعداد النهائي، وكذا الأمر بالنسبة للأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان.

وأكد أن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان الذي يعد حدثا بارزا في تاريخ المغرب المعاصر، وبشكل إحدائه دفعا للإصلاحات التي عرفها المغرب في مسار البناء الديمقراطي وفي المجال الحقوقي، حقق الكثير من المكتسبات، مشددا على أن حقوق الإنسان أصبحت جزءا من العقيدة الوطنية بفضل الزيادة الملكية وعمل الشعب الذي بين عن قدرته على اختصار المسافات واقتحام الصعاب ومواجهة التحديات، مستطردا بالقول «ما حققناه هو مكسب لهذه الأمة والكثير ينتظر».

وفيما يشبه عتابا موجها لدول الإتحاد الأوربي وبعض المنظمات الدولية، شدد المتحدث بالقول «إن المغرب انخرط في درب حقوق الإنسان ليس بحثا عن فوائد اقتصادية أو مالية أو للحصول على وضع متقدم بل لكونه يؤمن بحقوق الإنسان، وبأنها

قدره، مشيرا «إن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان سيكون حريصا على معاملة الذ في مجال حقوق الإنسان داخل المغرب وخارجه»، وهذا الأمر يضيف حرزني «يحتم على هؤلاء الشركاء أن لا يكون تقييمهم لما يقوم به المغرب من خلال النتائج التي يصعب تحقيقها أحيانا بل أن تتم المحاسبة انطلاقا من المجهود التي يتم بذله على هذا المسار».

وأضاف «المغرب واع بالنقائص والمسافات التي يجب قطعها»، داعيا في هذا الصدد إلى المزيد من الحوار والتعاون من أجل اختصار تلك المسافات.

و على مستوى علاقة المجلس بالمجتمع المدني، أقر حرزني بوجود نقص في التفاهم والتعاون بين الجانبين، داعيا بعض الجمعيات خاصة تلك التي تتسم بعلاقتها بالمجلس بنوع من الحفاء إلى «التكيف مع التغيرات التي شهدها المغرب قائلا، المجتمع المدني نعترف له بما قام به من دور من أجل الخروج من الأوضاع التي كانت تشهدها بلادنا، لكن علاقتنا ببعض الجمعيات بنقصها التعاون والتكامل، ولربما لازالت بقايا الماضي تمنع من أن يصل التعاون بيننا إلى السرعة القصوى».

وكان حرزني قد أبرز في كلمته الافتتاحية المراحل التي مر منها المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان منذ إحدائه في 8 ماي 1990

ماضي الانتهاكات الجسيمة باعتماد آلية العدالة الانتقالية عبر إحدآت هيئة الإنصاف والمصالحة والتي كان من نتائجها إطلاق دينامية حقوقية جديدة ومسارات للإصلاحات في إطار متابعة التوصيات الصادرة عن هذه الأخيرة وإنجاز تقارير سنوية وموضوعاتية في مجالات حقوق الإنسان هذا فضلا عن الانخراط بحيوية في أنشطة الشبكات الدولية والجهوية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان.

ونظم على هامش هذا اللقاء، معرض لمنشورات المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، كما تم توزيع إصدار جديد للمجلس يحمل عنوان «عشرون سنة في خدمة حقوق الإنسان»، والذي تم فيه رصد أهم المراحل التي طبعت عمل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان منذ التأسيس، عبر تضمينه مجموعة من الوثائق والتي هي عبارة عن خطب ورسائل ملكية، وتوصيات، آراء استشارية، نصوص قانونية وتنظيمية، مذكرات، ووثائق مرجعية.

وأفاد حرزني في هذا الصدد، أن «هذا الكتاب التوثيقي يضم كل الوثائق التي توثق لأليات وأدوات عمل المجلس الذي يعد مؤسسة وطنية مستقلة وتعددية، لعبت دورا محوريا في تعزيز المصالحة والنهوض بحقوق الإنسان وحمايتها بالمغرب.

من طرف المغفور له الملك الحسن الثاني، مبرزا أن العشر سنوات الأولى والتي تمتد من التأسيس إلى 2001، تاريخ إعادة تنظيمه عبر توسيع اختصاصاته، تميزت بمساهمة المجلس - في مرافقة ودعم مسار الإصلاحات والمبادرات التي استهدفت توفير شروط الثقة في دولة المؤسسات وتجاوز سلبيات الماضي، وذلك من خلال مبادرته إلى اعتماد توصيات وتقديم اقتراحات وآراء استشارية همت على الخصوص، عملية ملائمة المنظومة الجنائية، والشروع في اتخاذ التدابير الأولى المؤسسة لتصفية ملف ماضي الانتهاكات الجسيمة، واعتماد قانون جديد للسجون.

هذا فضلا عن إحدآت هيئة التحكيم المستقلة للتعويض المترتب عن الضريين المادي والمعنوي للضحايا وأصحاب الحقوق ممن تعرضوا للاختفاء القسري والاعتقال التعسفي والاعتراب الاضطراري.

في حين تميزت المرحلة الثانية، والتي تتأسس بناء على قرار جلالة الملك محمد السادس، بتقوية اختصاصات المجلس وتوسيعها وتأمين تعددية تركيبها ودعم استقلاليتها، وذلك في توافق كبير مع مبادئ باريس الناظمة لحقوق الإنسان، حيث مكن هذا القرار المجلس من الاضطلاع بدور حيوي سواء على المستوى الوطني أو الدولي، وذلك من خلال استكمال تسوية ملف

Anniversaire du CCDH

Le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) institution chargée de la promotion et la protection des droits de l'homme, a célébré, samedi dernier à Rabat, le vingtième anniversaire de sa création. Le Conseil organise, par la même occasion, une exposition des publications du CCDH et accueille l'exposition itinérante de timbres postaux dédiés aux droits de l'homme, organisée en partenariat avec Poste Maroc.

احمد حرزني:

الحكومة مدعوة إلى تسوية ملفات حقوق الإنسان

لحقوق الإنسان أو كلف بإعدادها، ومنها على الخصوص "ورش إصلاح القضاء وتقوية استقلاله وترشيد الحكامة الأمنية، وخطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان والأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان.

كما ثمن دور جمعيات المجتمع المدني في النهوض بثقافة حقوق الإنسان، داعيا إياها في نفس الوقت إلى بذل "مجهود أكبر للتكيف مع التحولات التي تشهدها البلاد"، وولوج جميع الحقول بتكامل بين مختلف الروافد وتتعاون مع المجلس، بغية تحقيق تكامل أوثق خدمة للمصلحة العليا للبلاد ونهوضا بثقافة حقوق الإنسان. وجدد التأكيد على انخراط المغرب في درب حقوق الإنسان، إيمانا منه بذلك وبتطلع الشعب المغربي للديمقراطية

دعا أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أول أمس، الحكومة إلى مواصلة جهودها في مجال تسوية العديد من ملفات حقوق الإنسان خاصة تلك المتعلقة بالإدماج الاجتماعي وبرامج جبر الضرر الجماعي.

وأوضح أحمد حرزني، خلال كلمته الختامية بمناسبة تخليد المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان الذكرى العشرين لإحداثه، أنه يتعين القيام بمجهود إضافي في مجال تسوية الملفات المتعلقة بالإدماج الاجتماعي لعدد من ضحايا ماضي سنوات الرصاص، ومواصلة دعم برامج جبر الضرر الجماعي. وأشاد بدور الحكومة في إنجاح عدد من الإصلاحات التي ساهم فيها المجلس الاستشاري



ولحقوق الإنسان.

ويشار إلى أن المجلس أصدر بالمناسبة منشورا بعنوان "عشرون سنة في خدمة حقوق الإنسان"، يتوقف عند أهم المحطات التي طبعته عمله، منذ إحداثه سنة 1990، عبر تقديم جملة من الوثائق تشهد على مسار هذه المؤسسة الوطنية المستقلة والدور المحوري الذي لعبته من أجل تعزيز المصالحة والنهوض بحقوق الإنسان وحمايتها بالمغرب.

كما تم أيضا خلال هذا الاحتفال بتأسيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان تنظيم معرض لمنشورات المجلس، إضافة إلى استقبال المعرض المتنقل حول الطابع البريدية وحقوق الإنسان المنظم بشراكة مع بريد المغرب والذي انطلق من مدينة ميدلت.

Libération

CCDH

Le président du Conseil consultatif des Droits de l'homme (CCDH), Ahmed Herzenni, a appelé, samedi à Rabat, le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour le règlement des dossiers des droits de l'Homme notamment ceux relatifs à l'intégration sociale et à la réparation communautaire.

طفل عمره عشرين عاما

منذ ولادته قبل عشرين سنة، مازال طفلا صغيرا تحت الوصاية، يأكل ويشرب ويسافر ويتكلم، لكنه أبدا لم يكتسب الأهلية السياسية والحقوقية... إنه المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان الذي ولد على يد الملك الراحل الحسن الثاني سنة 1990، ليكون ممسحا لتنظيف مطبخ السلطة من آثار الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان. أفضل ما كان يتميز به الملك الراحل هو بعد نظره، وقدرته على قراءة تحولات الزمن وتبدلات السياسة. كان الملك الراحل يعرف بحسه السياسي أن العالم يتغير، وأن انهيار جدار برلين سنة 1989، ليس مجرد زوال حائط كان يفصل بين شطري دولة ألمانيا.. كان على يقين بأن انهيار جدار برلين هو مقدمة لانهاية نظام ما بعد الحرب العالمية الثانية، وأن انتصار الغرب الليبرالي على الشرق الماركسي سيحمل رياحا عاتية ستأتي على الأخضر واليابس في بلدان العالم كافة، وأن اختباء دول العالم الثالث تحت عباءة الولاء للشرق أو الغرب من أجل تبرير اغتصاب السلطة وانتهاك حقوق البشر عهد ولي، وأن النظام الذي يريد الحفاظ على حياته يجب أن يتكيف مع المناخ الجديد.

في هذم الأجواء، ولد المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، وكلف، على مراحل، بإدارة هادئة وباردة للسجل الأسود لحقوق الإنسان في المملكة الشريفة. منذ ذلك الحين، غادر مئات المعتقلين السياسيين زنابزينهم، ورجع آلاف المطرودين إلى عملهم، وعض الآلاف عن سنوات طويلة من عمرهم قضوها في سجون رهيبية مثل تازمامارت.

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان كان بمثابة قفازات غليظة تلبسها السلطة حتى لا تكوى بحرارة ملف ساخن. كان المجلس في بدايته تخريجة «ذكية» لتصفية تركة 30 سنة من صراع الملكية مع اليسار ومع الانقلابيين ومع الإسلاميين، ومع غيرهم من معارضي الجالس على العرش. الصراع كان في البداية حول السلطة، وكان مفهوما حتى وإن لم يكن مقبولا، ثم صار منهجية واستراتيجية لإخضاع شعب كامل لسلطة لا تريد لمجتمعها أن يتطور أو أن تكبر رجله على القالب المعد سلفا.

لكن مع مرور الزمن، وتغير الأحوال، أصبحت حقوق الإنسان قيمة عالمية ومعيارا لشرعية الحكم، ووجد المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان نفسه متجاوزا، ليس لأن إطراره القانوني والسياسي ظل جامدا ومنعه من النمو والتطور، ولكن كذلك لأن حركية النضال الحقوقي وسط المجتمع المدني تطورت كثيرا في العشرين سنة الماضية، وأصبحت الجمعية والمنظمة والمنتدى وغيرها من منظمات الدفاع عن حقوق الإنسان أكثر فاعلية وأقوى صوتا في الداخل والخارج، ولهذا عندما جاء الملك الجديد إلى عرش أجداده القديم، وحاول أن يطوي صفحة ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، لم يعهد بهذه المهمة الكبيرة إلى المجلس الصغير، بل عهد بهذا الملف المعقد إلى هيئة الإتحاف والمصالحة، ووضع على رأسها معتقلا سياسيا سابقا، وأحد رموز الحركة الحقوقية، اسمه إدريس بتركري. إن القصر كان يعرف أن المجلس، الذي ولد في رحابه، لم يكتسب شرعية تؤهله للقيام بمهمة فتح كتاب انتهاكات الماضي وقراءة بعض صفحاته، فتم إغلاق هذا الكتاب بالتوافق بين الجلاذ والضحية، أما المفارقة فهي أن الهيئة، وبعد أن أنجزت عملا كبيرا، وخرجت بتوصيات تاريخية، عهد بكل هذا إلى مجلس فاقد لأهلية لتتابع تنفيذها على أرض الواقع، ونتيجة كل هذا يعرفها الجميع، لا داعي إلى الرجوع إليها.

سنة 2001، تم استخراج شهادة ميلاد جديدة للمجلس، عن طريق توسيع بعض صلاحياته وإعادة النظر في تشكيلته، لكن هذه الشهادة لم تغير في واقع الأمر من شيء، ظل المجلس هيئة استشارية في مغرب المستشار فيه لا يستشار. ولأن المجلس غير مستقل وجل أعضائه لا يتمتعون بالجرأة التي تدفعهم إلى النضال من أجل حقوق المجلس قبل حقوق الإنسان، أصبح خطاب هذا المجلس اليوم تبريريا، بل يكاد يكون نسخة من خطاب السلطة، وعض أن يتحرك يسارا، أصبح ينام في اليمن. كنت دائما أتساءل عن الحكمة من وراء إسكان المجلس في بناية عتيقة جدا، تقليدية تماما، وسط مثلث له دلالة خاصة، ضلعه الأول سجن لعلو، وضلعه الثاني مقبرة الشهداء، وضلعه الثالث مسجد الشهداء.. هل كل هذا مجرد صدفة معمارية؟

الاتحاد الأوربي يدعو إلى مزيد من الجهد في قضايا الصحافة والقضاء

■ الرباط- سناء الزوين ■

قالت كاميليا سويكا، رئيسة مساعدة بمندوبية الاتحاد الأوربي، أول أمس السبت، إن المغرب، رغم ما حققه خلال العشرين السنة الأخيرة من تقدم مهم في مجال حقوق الإنسان، مازال مطالباً ببذل مجهودات في ما يخص حرية الصحافة وإصلاح القضاء وعقوبة الإعدام. وأضافت سويكا، خلال كلمة ألقته بمناسبة تخليد الذكرى العشرين لتأسيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أن حماية حقوق الإنسان في المغرب، كما في جميع بقاع العالم، تبقى عملاً غير مكتمل.

من جانبه، أبرز حرزني، في افتتاح المناسبة ذاتها، أن المؤسسة الاستشارية، التي تعد الأقدم في الفضاء العربي والإفريقي، استطاعت تعزيز مكانتها دولياً، وحصلت على الاعتماد من لدن لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية

لحقوق الإنسان، مشيراً إلى أنها تشتغل على تعزيز علاقات التعاون والتنسيق مع شبكات المؤسسات العربية والأوربية والأمريكية واللاتينية ومواكبة الأجنداث الحقوقية على المستوى الدولي.

وسجل حرزني أن مسار المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان تميز بمرحلتين، اتسمت الأولى (منذ التأسيس سنة 1990 إلى غاية إعادة التنظيم سنة 2001) بمساهمة المجلس في مرافقة ودعم مسار الإصلاحات والمبادرات الرامية لتوفير شروط الثقة في دولة المؤسسات وتجاوز سلبيات الماضي، مشيراً، على الخصوص، إلى مباشرة المجلس لعملية ملائمة المنظومة الجنائية، والشروع في اتخاذ التدابير الأولى المؤسسة لتصفية ملف ماضي الانتهاكات الجسيمة واعتماد قانون جديد للسجون. وشملت هذه المرحلة، يضيف حرزني، إحداث هيئة التحكيم المستقلة للتعويض المترتب

عن الضربين المادي والمعنوي للضحايا وأصحاب الحقوق ممن تعرضوا للاختفاء القسري والاعتقال التعسفي والاعتقال الاضطراري.

من جانبه، قال وزير العدل، محمد الناصري، إن «المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان يعد شريكا للوزارة على درب الإصلاح وإنجاز المشاريع الكبرى المرتبطة بالتشريع أو الممارسة في مجال الحقوق أو الحريات». وعبر الناصري، في كلمة تلاها نيابة عنه الكاتب العام للوزارة محمد لبيدي، عن «اعتزازه بشيئا بالإشعاع الذي خلفته تجربة المغرب في مجال العدالة الانتقالية والصدى الطيب الذي خلفته توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة».

أما مولاي محمد العراقي، والي ديوان المظالم، فقال بمناسبة الحفل الذي سبق تأجيله بسبب تزامنه مع مرض رئيس المجلس، إن إحياء هذه الذكرى

لا يمثل فقط مناسبة لاسترجاع الذاكرة وإرجاع الماضي، بل لحظة للتأمل وتقييم المنجزات، وإبراز الإكراهات. وأشار إلى أن «المجلس قام بالتقصي في أحداث أليمة عرفها المغرب من أحداث التسعينات بمدينة فاس، كما قام بإعداد أول تقرير حول حقوق الإنسان سنة 2003».

من جانبه، أوضح إدريس البيزمي، رئيس مجلس الجالية المغربية بالخارج، في كلمة تليت بالنيابة عنه أن تخليد الذكرى العشرين لتأسيس المجلس «يعد محطة للعودة إلى الذات والتفكير في ما نتوفر عليه وما تمكنا من إنجازه قدر الإمكان»، مشيراً إلى المبادرة الحاسمة للمجلس والمتمثلة في تقديم رأي استشاري بخصوص إحداث مجلس الجالية المغربية بالخارج، مؤكداً أن الفضل يعود إلى المؤسسة الاستشارية في تقديم الدعم والموارد البشرية لمجلس الجالية خلال بداية ممارسته لأختصاصاته.